



Aline Rolland Stéphane Libs

“Le maintien de l’indépendance des salles est devenu une vraie urgence.”

dit “porteurs”. Nous tenterons de souligner que l’attention en art et essai se fait de plus en plus sur ce type d’œuvres qui deviennent quasiment des blockbusters.

A.R. : Nous représentons un syndicat qui concerne toutes les tailles d’exploitation, notamment les petites salles. Par cette démonstration, nous reviendrons sur un sujet très discuté actuellement : la concentration des copies dans les grandes villes et l’accès aux films pour les agglomérations plus modestes. Nous évoquerons notre volonté de retrouver l’équilibre qui existait avant la mise en place des VPF.

“Certains distributeurs se concentrent sur les grandes villes et oublient les alentours alors que ces salles pourraient attirer tout autant de spectateurs.”

Cela vous permet-il également d’évoquer le plein programme, le nombre de séances ou la programmation adaptée ?

A.R. : Effectivement, les chiffres que nous présenterons montreront que la diffusion d’un film lors de cinq séances par jour n’apporte pas forcément de résultats très probants. Cela fonctionne peut-être en première et deuxième semaine d’exploitation mais beaucoup moins en quatrième ou cinquième semaine. Or, nous savons qu’un film art et essai réussit sa carrière en salles généralement sur la durée.

S.L. : Il ne faut pas non plus évaluer un certain nombre d’exploitants des plans de sortie nationaux. Certains distributeurs se concentrent sur les grandes villes et oublient les alentours alors que ces salles pourraient attirer tout autant de spectateurs. Nous voulons aussi montrer la grande diversité des salles art et essai.

Est-ce aussi une manière de générer un débat sur des problématiques de programmation ?

A.L. : Oui, il existe encore plusieurs incohérences de programmation. Il y a des semaines où nous avons la possibilité d’entrer jusqu’à sept à huit films art et essai dans notre programme et des périodes où nous en manquons. Nos adhérents doivent avoir le temps de bien travailler les films tout comme les distributeurs. Notre travail de programmation se complexifie et ce quel que soit le type d’exploitation.

S.L. : Ce mois d’avril, nous avons eu plusieurs semaines avec 20 sorties. Sur ces films, entre les nouveautés et les films de répertoire, une quinzaine pourrait nous intéresser. Comment pouvons-nous voir autant d’œuvres par semaine ? Comment le public



Les coprésidents du Scare, Aline Rolland et Stéphane Libs, évoquent les problématiques qui seront évoquées lors de l’Assemblée générale du syndicat et reviennent sur le nouvel élan entrepris depuis leur nomination.

Quels seront les moments forts de l’assemblée générale du Scare qui aura lieu le 11 mai à Cannes ?

Stéphane Libs : Au-delà du traditionnel rapport d’activité, nous essaierons de contextualiser l’année passée puisqu’avec Aline, nous avons découvert les obligations de notre prise de fonction. Nous succédons à Michel Humbert qui aura donné une existence au syndicat et l’aura présidé pendant 24 ans. Une présidence qui a forcément beaucoup compté.

Nous communiquerons de manière large sur notre activité car notre travail n’est pas forcément connu de tous. Nous évoquerons vraiment tout, jusqu’à notre prise de parole lors de la sortie en salles de *Star Wars 7*.

Aline Rolland : Nous relaterons nos différentes participations lors des concertations actuelles. Nous dévoilerons aussi des observations sur différentes situations de sorties de films art et essai qui ont eu lieu cette année. En s’intéressant à un panel varié de salles et de films, nous souhaitons initier un échange sur certaines problématiques clés que nos adhérents rencontrent au quotidien. Ces observations ont été réalisées dans le cadre du groupe du Louxor, groupe de travail distributeurs/exploitants, que le Scare a initié.

Quel est l’objectif de ces observations ?

A.R. : Comme tout le monde, nous constatons une inflation du nombre de sorties en salles. Nous voulions étudier de plus près ce phénomène et montrer les disparités qui existent selon les typologies de films. : des exemples de sorties à moins de 50-60 copies. Nous observerons leur carrière sur la durée et quelles sont les places fortes pour ce type de films.

S.L. : Nous étudierons ensuite des exemples de sorties des films au nombre de copies plus important, programmés aussi bien dans le réseau de salles art et essai qu’en multiplexes. Nous souhaitons notamment observer la circulation des spectateurs entre ces différents types de salles. Puis, nous nous pencherons sur les films plus ambitieux

► pourrait le faire également ? Pouvoir continuer à sélectionner et éditorialiser nos salles est essentiel dans notre travail. Il nous paraît insensé de sortir six à sept films par semaine en multi-programmation. Aujourd'hui, nous refusons plus de films que nous en programmons et je pense qu'il est important que cela continue ainsi, avec l'offre proposée actuellement.

Souhaitez-vous faire passer certains messages aux distributeurs ?

S.L. : Il est déjà essentiel que les distributeurs se concertent pour équilibrer le nombre de sorties hebdomadaires sur l'année. Il est important de souligner les conséquences sur notre travail des changements de date de sortie effectués peu de temps avant la sortie prévue. Il y a aussi le cas des films plus pointus qui attendent d'avoir une date à Paris, ce qui se décide de plus en plus à la dernière minute, pour se caler en sortie nationale. Tout cela bouleverse le marché, les salles n'arrivent pas forcément à les insérer dans leur programme. Nous devons donc continuer à échanger avec les distributeurs pour limiter la concentration des sorties et le phénomène de programmation un peu "sauvage".

"Il y a de plus en plus de films qui arrivent en troisième ou quatrième semaine et qui disposent encore d'un fort potentiel d'attractivité."

Vous parliez de l'importance prise par les films porteurs, vous pointiez pourtant leur absence accrue dans les villes moyennes...

S.L. : Nous pensions que ce phénomène serait limité par l'arrivée du numérique. Or, le manque de diversité dans les villes moyennes est flagrant. Nous sommes bien sûr favorables au travail entrepris autour des engagements de distribution sur ce sujet-là. Cela concerne souvent des films art et essai de qualité. Il est difficile d'imaginer qu'un bon nombre d'exploitants seront scotchés par des oeuvres présentées au Festival de Cannes et ne pourront pas les programmer parce que leur salle n'entre pas dans un plan de sortie.

A.R. : Aujourd'hui, on ne programme pas assez de films selon le désir d'un exploitant qui veut les faire exister dans ses salles. Il y a progressivement une séparation entre les grandes villes et les autres.

Quelle aura été la position du syndicat par rapport aux Assises ?

A.R. : La parole du Scare lors des Assises est entendue à travers notre représentation à la FNCF. Les avis des représentants de l'art et essai ont largement été pris en compte. Au conseil

fédéral, de nombreuses propositions du Scare ont été validées. Par rapport aux engagements de distribution, nous avons suggéré la mise en place d'un système de régulation des sorties. Nous pourrions imaginer l'instauration d'un quota de sorties par semaine à ne pas dépasser qui serait autour de 14-15 films. Nous avons également proposé de créer une date butoir, au-delà de laquelle on ne peut plus inscrire un film ou modifier sa date de sortie.

S.L. : Nous avons pointé l'intérêt d'une discussion sur le nombre de distributeurs. Au mois d'avril, il y en avait trois nouveaux que je ne connaissais pas. Nous avons l'impression que le nombre d'autorisations de fonctionnement de sociétés de distribution favorise l'augmentation du nombre de sorties. La salle de cinéma ne doit pas être le réceptacle de toutes les envies de diffuser. La salle doit continuer de passer des œuvres cinématographiques de qualité.

A.R. : Avec le nombre important de films en salles chaque semaine, nous commençons à entendre parler du film quelques jours avant sa sortie. Surveiller les différentes prises de parole sur chaque sortie demande du temps. *Merci Patron !* est un exemple très parlant. Il a attiré un premier public d'initiés puis, grâce à sa médiatisation soudaine, il a élargi sa cible et réalise maintenant une excellente carrière. Nous devons vraiment être attentifs à tout ce qu'il passe.

Trouvez-vous normal que "Merci Patron !" et "Demain" soient aujourd'hui considérés comme des exceptions ?

S.L. : Non, il y a de plus en plus de films qui arrivent en troisième ou quatrième semaine et qui disposent encore d'un fort potentiel d'attractivité. Il faut donc être attentif à certaines séances pour éviter de les écarter. Il y a des longs métrages qui relancent leur carrière en salles jusqu'en sixième semaine. *Rosalie Blum*, *Spotlight* ou *Fatima* ont chacun vécu une deuxième vie.

L'année aura été marquée par votre prise de parole remarquée sur la sortie de "Star Wars 7". Quel aura été son impact ?

SL : Il y a eu un refus global du distributeur de diffuser le dernier *Star Wars* dans les salles art et essai de catégorie A et B qui l'aurait souhaité. Au Scare, nous avons surtout voulu combattre cette pensée-là. Des exploitants considèrent que *Star Wars* fait partie intégrante de notre cinéphilie. Au-delà de cette considération idéologique, il faut souligner que ces salles ont connu une baisse de fréquentation de 6 %, baisse également constatée sur la part art et essai des autres catégories de salles. De nombreuses salles avaient besoin de cette copie pour équilibrer leur compte. Certains avaient programmé les précédents volets et ne comprenaient pas

pourquoi ils étaient exclus, ainsi que leur public, cette fois-ci. Notre intervention auprès de la Médiatrice du cinéma était donc la conséquence de multiples raisons. C'était important de soutenir nos adhérents.

S.L. : Nous avons essayé d'être pédagogues et de ne pas entrer dans des considérations conflictuelles sans intérêt. Ce qui s'est passé sur *Star Wars* risque de se passer une nouvelle fois. On touche à la liberté de programmation. Les salles art et essai en désaccord avec cette initiative ont finalement appliqué la même pensée que le distributeur. L'art et essai n'appartient à personne. Finalement, le seul juge, c'est le CNC à travers son classement.

Cet épisode symbolise-t-il l'importance d'une meilleure écoute entre les exploitants et les distributeurs ?

S.L. : Oui, le syndicat a d'ailleurs mis en place plusieurs actions dans ce sens. Les discussions du groupe du Louxor, où exploitants et distributeurs sont invités, leur permettent d'évoquer leurs problématiques. Nous avons pu constater par exemple qu'entre la sortie de *Mustang* le 17 juin et de *Dheepan* le 26 août, il n'y avait aucun film art et essai programmé. Nous avons également lancé l'Atelier des sorties qui permet à des distributeurs de détailler leur campagne de promotion aux exploitants et, surtout, de partager les différents points de vue. Nous essayons de prendre le temps nécessaire à la réflexion.

A.R. : Si on cumule les réflexions sur les Assises ou la mission Raude, nous sommes en relation avec les distributeurs en permanence. Il est par ailleurs important que les nouvelles générations de distributeurs se déplacent dans nos salles et constatent la réalité de l'art et essai.

"Il faut faire attention à ne pas nous éloigner des spectateurs de demain. Cela va au-delà même de l'art et essai."

Quelles autres actions avez-vous initiées ?

S.L. : Nous essayons d'être au plus proches des préoccupations des adhérents. Nous favorisons chaque fois que possible des solutions mutualisées auprès des fournisseurs.

A.R. : Cet été, des incidents malencontreux ont retardé l'envoi des notifications et des paiements des subventions art et essai, ce qui a mis en difficulté de nombreuses salles. Nous sommes intervenus auprès du CNC pour mettre en lumière les conséquences d'un tel retard sur la situation des salles fragilisées économiquement. Cette subvention vient récompenser un travail effectué et des sommes engagées l'année précé-

dente. Elle est vitale pour les salles mais ne constitue évidemment pas leur seule ressource.

Qu'attendez-vous des conclusions de la mission Raude ?

A.R. : L'enveloppe budgétaire n'a pas évolué depuis des années alors que le nombre de salles art et essai a sensiblement augmenté. Nous espérons dans un premier temps une hausse de cette enveloppe. Notre rapport sur la mission Raude est lié à notre nature de syndicat. Nous avons 650 écrans adhérents, nous nous exprimons avec une certaine expérience du terrain. Les mesures préconisées tiennent aussi bien sur la forme du questionnaire à simplifier que sur la volonté de redonner une vraie autorité aux commissions régionales, au Drac et aux associations locales.

S.L. : Le classement art et essai a une base qui fonctionne bien. Il faut lui donner de la visibilité et communiquer sur ce qui s'y passe.

Comment voyez-vous l'avenir de la salle indépendante ?

A.R. : Le maintien de l'indépendance des salles est devenu une vraie urgence. Nous devons communiquer auprès des pouvoirs publics sur ce que représentent les salles indépendantes dans la vie locale. Il faut souligner qu'il y a une majorité de salles art et essai indépendantes qui continue de générer du chiffre d'affaires. Nous sommes d'ailleurs très satisfaits de ce qui a été mis en place par le CNC et l'Ifcic sur le rachat des salles.

S.L. : Dans toutes les grandes villes, nous constatons des renouvellements de bail qui se font difficilement ou des travaux lourds à faire qu'il faut bien financer. Rester dans un vieux bâtiment de centre-ville a un coût exorbitant. Cela concerne le cinéma mais aussi les autres secteurs économiques de proximité. Les cinémas sont repoussés hors des centres-villes. Nous devons lutter contre ce phénomène.

Avez-vous constaté les premières conséquences de la réforme territoriale ?

A.L. : Nous observons surtout que les collectivités sont en train de se décharger des missions d'éducation à l'image. Des subventions sont progressivement supprimées et de nombreuses projections se font maintenant directement dans les écoles par économie. Ce sont des dispositifs qui ont une trentaine d'années et qui fonctionnent très bien. Nous devons rencontrer les élus pour insister sur leur importance.

S.L. : Si les Français sont si liés à la salle de cinéma, c'est qu'ils ont suivi dès le plus jeune âge les dispositifs d'éducation à l'image. Il faut faire attention à ne pas nous éloigner des spectateurs de demain. Cela va au-delà même de l'art et essai.

Propos recueillis par Csaba Zombori